



Histoire de l'éducation

89 | 2001
Varia

BERNET (Jacques) – *Le Journal d'un maître d'école d'Île-de-France, 1771-1792. Silly-en-Multien, de l'Ancien Régime à la Révolution*

Lille : Presses universitaires du Septentrion, 2000. – 294 p.

Pierre Caspard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/862>

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

Pagination : 153-156

ISBN : 2-7342-0868-7

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Pierre Caspard, « BERNET (Jacques) – *Le Journal d'un maître d'école d'Île-de-France, 1771-1792. Silly-en-Multien, de l'Ancien Régime à la Révolution* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 89 | 2001, mis en ligne le 14 janvier 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/862>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© Tous droits réservés

BERNET (Jacques) – *Le Journal d'un maître d'école d'Île-de-France, 1771-1792. Silly-en-Multien, de l'Ancien Régime à la Révolution*

Lille : Presses universitaires du Septentrion, 2000. – 294 p.

Pierre Caspard

RÉFÉRENCE

BERNET (Jacques). – *Le Journal d'un maître d'école d'Île-de-France, 1771-1792. Silly-en-Multien, de l'Ancien Régime à la Révolution*. – Lille : Presses universitaires du Septentrion, 2000. – 294 p.

- 1 Parmi les écrits personnels de l'Ancien Régime édités à ce jour, aucun n'émanait encore, sauf erreur, de maîtres d'école¹. C'est dire le prix que l'historien de l'éducation attachera au travail d'édition effectué par Jacques Bernet (avec le concours de Jean-Jacques Vasseur), qui nous offre le journal de Pierre-Louis-Nicolas Delahaye, maître d'école à Silly, village d'importance moyenne (580 habitants en 1790) situé aux confins de l'Île-de-France, de la Picardie et de la Champagne. Rédigé de 1771 à 1803 – mais les années 1771-1792 ont seules été conservées – ce journal se présente sous la forme de cahiers soigneusement calligraphiés et orthographiés, comportant, dans les marges gauches, la mention de baptêmes, mariages et sépultures, et, dans les marges droites, des comptes de recettes et dépenses correspondant aux opérations évoquées dans le journal lui-même. C'est dire que, loin de toute intention introspective, le journal s'insinue entre des données d'ordre essentiellement pratique, que ce soit dans le cadre villageois (registres paroissiaux) ou domestique (comptes de ménage). Une évolution sensible se produit d'ailleurs au fil des ans : alors que les premières années sont très sèchement narrées (6 pages imprimées, de 1771 à 1774), les dernières le sont avec beaucoup plus de prolixité (78

pages de 1789 à 1792), ce qui peut s'expliquer à la fois par la surface sociale accrue du régent (il est témoin ou acteur de plus de choses jugées intéressantes), et par l'irruption de la politique nationale dans la vie d'un petit village, au travers des événements pré-révolutionnaires, puis révolutionnaires.

- 2 Les analyses auxquelles se prête un tel document sont très variées, et dans une ample introduction (pp. 15-47), J. Bernet nous en livre d'intéressantes, relatives surtout à la vision « de l'intérieur » d'une communauté rurale, dans ses dimensions économiques et religieuses notamment, puis à l'intérêt du témoignage que peut porter un villageois ordinaire sur les années pré-révolutionnaires, marquées par les dérèglements météorologiques, les chertés, les troubles divers, et révolutionnaires, au travers de l'écho des événements parisiens et de la perception de leurs répercussions au plan local.
- 3 L'historien de l'éducation s'intéressera surtout à ce que le journal révèle de la condition d'un maître d'école d'Ancien Régime. Deux grandes questions en reçoivent un éclairage particulièrement vif. La première est celle des revenus du régent. On ne saurait trop insister sur le caractère irremplaçable des écrits personnels, dans cette perspective. Les sources institutionnelles (comptes de communauté, de paroisse, de fabrique, contrats de régence...) ne peuvent jamais nous donner, quand elles sont conservées, qu'une vue partielle du revenu des intéressés, celui qui correspond à leurs fonctions communales ou paroissiales contractuelles. Mais la polyactivité est une règle générale pour les régents, comme pour bien d'autres professions de l'époque, d'ailleurs, et seul l'examen de budgets personnels permet de prendre la mesure d'un revenu global. Le journal de Delahaye se révèle à cet égard d'une importance exceptionnelle, puisqu'il met littéralement en pièces la vulgate historique concernant la faiblesse ou la médiocrité des revenus des régents de l'époque.
- 4 Certes, le traitement annuel fixe est bien conforme à de nombreux chiffres relevés et cités ailleurs : 150 £ au moment de son recrutement en 1771, 200 £ dès l'année suivante, puis 270 £ en 1789, à comparer aux quelque 250 £ annuelles d'un ouvrier agricole à la même époque. Ce n'est pas très reluisant, et semble confirmer la vulgate. Mais le journal montre bien la diversité et l'importance des autres revenus de Delahaye. Les uns sont directement liés à ses fonctions ordinaires de régent ou de clerc laïc, mais dans leur partie variable (écolage versé par les parents, indemnité pour les écoliers pauvres qui en sont dispensés, casuel). D'autres résultent de l'exercice libéral de ses compétences : prise de pensionnaires, leçons particulières, arpentage, dîmage, tenue de comptes et d'écritures, publiques ou privées. D'autres, encore, de travaux artisanaux (conduite de l'horloge, tenue du jardin du curé, vente des fientes de pigeons du clocher) ; à quoi s'ajoutent des revenus en nature (logement, jardin, blé) liés à sa fonction, ainsi que le produit de biens de famille mis en location donnant éventuellement lieu à commerce, les étrennes, etc. Au total, et quoi que Delahaye ne se livre jamais à aucune totalisation, ni ne se soucie d'être exhaustif dans la mention de ses revenus (certains, très réguliers comme les écolages, ne sont cités qu'épisodiquement), on arrive, tout bien pesé, à un revenu annuel moyen manifestement supérieur à 1 000 £, ce qui rend ce régent tout à fait à l'aise matériellement. Quel professeur d'école actuel ne se satisferait de gagner quatre fois le SMIC ? En témoigne d'ailleurs la nature de certains de ses achats : vêtements et meubles de prix, montre en or (pour 120 £, en 1776, soit six mois de SMIC), ou, en fin de période, biens fonciers (pour 700 £, en 1791) et maison (pour 3 000 £, en 1794). En détaillant les activités et les revenus d'un régent ordinaire – au moins pour la moitié nord-est de la France –, le journal fait donc toucher du doigt l'erreur d'analyse qui fonde la vulgate

historique sur la condition matérielle des régents : loin d'être un pur fonctionnaire, comme le deviendront ses successeurs du XIX^e siècle, c'est un professionnel de l'instruction qui exerce, au moins pour moitié, à titre libéral, pour la bonne raison que jamais tenir une école communale 5 à 6 heures par jour n'a pu être considéré par personne comme une occupation à temps plein, dans une société où la journée ordinaire de travail en comptait au moins le double.

- 5 L'autre grand intérêt de ce journal est de faire réfléchir à la place tenue par l'école et les élèves dans le document. C'est presque d'un silence qu'il faudrait parler en réalité. Sur les quelque 200 pages imprimées du journal, les notations touchant à l'école en couvrent quatre ou cinq au maximum. Encore concernent-elles essentiellement les fêtes de la Saint-Nicolas, réunissant dans l'école tous les élèves pour force jeux et ripailles, et, exceptionnellement, la construction d'une nouvelle école, en 1786 (coût : 5 360 £), dans laquelle Delahaye s'implique personnellement beaucoup, ou un conflit avec les sœurs de la Charité – dont Delahaye n'apprécie guère la concurrence – en 1791-1792. Mais pas une ligne ne concerne la tenue même de l'école par le maître, ou n'évoque d'éventuels difficultés et problèmes, avec des élèves ou leurs parents.
- 6 Faut-il y voir une preuve de désintérêt pour les questions proprement scolaires, de la part de Delahaye et, par-delà, de la société villageoise tout entière ? J. Bernet ne semble pas loin de le penser² mais on ne peut le suivre sur ce point. Car le journal contient suffisamment d'autres indices forts de cet intérêt : les conditions de la première mise au concours du poste, en 1771, où Delahaye est brillamment élu, par 56 voix sur 61 votants, contre 9 candidats ; son renouvellement constant, par la suite ; la fréquentation de son école, très élevée (jusqu'à 30 ou 40 garçons, dans les années 1780, soit une grande majorité de la classe d'âge comprise entre 7 et 14 ans) ; l'estime que lui portent certains notables, en lui confiant leurs filles (plutôt qu'aux sœurs de la Charité), mixité qui, soit dit en passant, ne soulève d'objection de la part de personne, curé compris ; le fait que ces mêmes notables lui donnent des enfants en pension, ou pour des leçons particulières ; la fierté dont il nous fait part lorsque, grâce à ses instructions, ses élèves sont reçus enfants de chœur, ou à la première communion ; ses relations, nullement ancillaires, avec les curés qui se succèdent dans le lieu ; ou encore, la connivence professionnelle évidente que Delahaye partage avec les régents des villages de la région, comme en témoigne la mention fréquente de ces collègues dans son journal.
- 7 Si Delahaye ne parle que très peu de l'école, c'est donc parce que ce sujet est considéré par lui, non comme peu important, mais comme non problématique. Relativement routinière et ordinaire, la tenue de la classe est peu fertile en controverses ou événements notables, littéralement parlant. L'école est un service de proximité, où l'offre et la demande s'ajustent sans gros problèmes, parce que chacun sait ce qu'on peut ou doit venir y chercher. Il n'y a là rien qui justifie débats et discours : le silence de Delahaye signifie simplement que l'école élémentaire n'est pas encore entrée dans le champ du politique. La Révolution se chargera de changer tout ça.

NOTES

1. À la différence du siècle suivant. Cf. Philippe Lejeune : « Les instituteurs du XIX^e siècle racontent leur vie » et « Répertoire des autobiographies écrites en France au XIX^e siècle. Vies d'instituteurs », *Histoire de l'éducation*, janvier 1985, pp. 53-104. Voir par exemple Mona Ozouf : *La classe ininterrompue. Cahiers de la famille Sandre, enseignants, 1780-1960*, Paris, Hachette, 1979, ou François Jacquet-Francillon : *Instituteurs avant la République. La profession d'instituteur et ses représentations, de la Monarchie de Juillet au Second Empire*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 1999, 318 p.

2. Jacques Bernet : « L'enfant scolarisé : la vision de l'enfance dans le manuscrit du maître d'école de Silly-en-Multien (Oise) de la fin de l'Ancien Régime à la Révolution » in : *Lorsque l'enfant grandit : entre dépendance et autonomie*. Actes du colloque, Paris IV-Sorbonne, 21-23 septembre 2000 (à paraître).